



Quand

la tech

coopère

Montréal's growing community of
IT cooperatives





INTRODUCTION

À quoi ressemblerait le secteur des technologies de l'information (TI) si les travailleur·euse·s étaient propriétaires des entreprises pour lesquelles ils et elles travaillent, et pilotaient démocratiquement leur lieu de travail ? Les nombreuses coopératives de travail et les entreprises des TI gérées démocratiquement à Montréal nous donnent un avant-goût de cette possibilité.

SEIZE, un incubateur d'économie solidaire anglophone, a entrepris de cartographier les coopératives de travail et autres entreprises contrôlées par leurs travailleur·euse·s dans le secteur des technologies de l'information à Montréal.

Ce rapport comprend un total de 15 coopératives ou organisations de travailleur·euse·s sur l'île de Montréal offrant une variété de services, dont du développement web, du développement personnalisé, des applications, du soutien technique, des jeux vidéo, des plateformes coopératives et des télécommunications.

Les coopératives et les lieux de travail démocratiques qui ont participé à l'enquête :

Marché Radish
Zap
Eva
Koumbit
WebTV
Bon Karma
Ludociels pour tous
Soft Chaos
Code 3
Îlot Montréal
SymbioTIC
Press Start Arcade
La Guilde du jeu vidéo
Caravan
Mutualit

octobre 2023
Collecte d'informations
juillet 2022–juillet 2023

Auteurs :
Clément Lechat
Dru Oja Jay

Avec des contributions de
Gabrielle Ancil



SURVOL D'UN LIEU D'EXPÉRIMENTATION ET D'INNOVATION EN PLEIN ESSOR

Ensemble, ces entreprises contrôlées par leurs travailleur·euse·s emploient plus de 100 personnes à temps partiel et à temps plein (dont au moins 30 à temps plein) et génèrent un chiffre d'affaires de plus de 7 millions de dollars par an.

La plupart sont de petites entreprises : parmi celles interrogées, dix ont déclaré un chiffre d'affaires annuel inférieur à 500 000 dollars. Parmi les quatre autres, trois ont déclaré un chiffre d'affaires supérieur à 1 million de dollars. La grande majorité de ces coopératives sont relativement récentes. Sur les 15 interrogées, 12 ont été créées après 2012 et quatre l'ont été au cours des trois dernières années.

Presque toutes ont fait état d'une structure décisionnelle non hiérarchique, la décrivant comme «horizontale», «basée sur le consensus» ou déployant des techniques telles que la sociocratie. Une seule a décrit sa structure de direction comme étant «traditionnelle». Les coopératives mettent leur talent au service de bonnes causes. Sur les 15 interrogées, 11 ont déclaré effectuer des prestations à prix réduit ou à titre gratuit pour des causes qu'elles soutiennent, et cinq d'entre elles ont mis en place

des politiques visant à promouvoir des objectifs environnementaux ou de justice sociale.

Parmi les défis les plus courants cités par les personnes interrogées figurent les difficultés à trouver du financement pour les coopératives, la rétention du personnel dans un marché du travail très concurrentiel et le manque de compréhension du modèle coopératif par les bailleurs de fonds, la clientèle et les travailleur·euse·s.

Dans l'ensemble, il ressort de ce rapport l'image d'un rôle de plus en plus important occupé par ces nouvelles petites coopératives dans le secteur des technologies de l'information à Montréal. Chacune est un lieu où l'on expérimente de nouveaux rapports aux autres, à l'activité économique et à l'environnement.

Coopératives du secteur des TI par année de création.



LE POINT DE VUE DE CE RAPPORT

Poussées par le capital-risque à produire un retour sur investissement démesuré, les forces dominantes du secteur de la tech menacent les moyens de subsistance, [les communautés](#), [le bien-être individuel](#) et même [la planète](#).

Alors qu'un consensus émerge sur le fait que les grandes entreprises de technologies américaines sont nocives pour la société, il devient clair qu'elles le sont également pour les travailleur-euse-s de la technologie. Malgré les salaires élevés que l'on peut recevoir pour «manger le monde» et «aller vite et tout casser sur son passage», les travailleur-euse-s du secteur souffrent de leur propre crise de santé mentale.

L'organisation des travailleur-euse-s pour défendre leurs intérêts collectifs, généralement par le biais d'un syndicat, est la meilleure réponse, et la plus rapide contre des conditions de travail qui relèvent de l'exploitation.

Bien que les coopératives puissent faire partie de ce pouvoir, leur potentiel le plus important est d'adapter le secteur aux valeurs et aux intérêts des travailleur-euse-s, et non à ceux du capital.

La technologie a le potentiel incroyable d'organiser des économies équitables, de renforcer la coopération et de rendre les actions solidaires plus faciles et efficaces.

Les coopératives ont un rôle clé à jouer pour faire de ce potentiel une réalité.

Pour l'instant, les fonds communs de capital-risque mettent les grandes entreprises de la tech au service de leurs combines de retour sur investissement. Les coopératives, portées par les besoins de la communauté et des travailleur-euse-s, sont la preuve qu'une alternative existe. Un mouvement coopératif organisé pourrait devenir la base d'une telle alternative.

“Les coopératives interrogées ont identifié la solidarité comme un élément essentiel de leur réussite collective. Nombre d'entre elles ont bénéficié d'une formation et d'un encadrement de la part de leur fédération.”

Organisations qui soutiennent les coopératives de travail

- RESEAU - reseau.coop
- CWCF - canadianworker.coop
- SEIZE - solidarityeconomy.ca
- PME Mtl - pmemtl.com
- CoLab - colab.coop/about

Autres associations régionales de coopératives:

- BC - bccca.coop
- Ontario - ontario.coop
- Saskatchewan - cooperativesfirst.com
- Nouvelle-Écosse - novascotia.coop

DES RELATIONS DE TRAVAIL COOPÉRATIVES

«Nous sommes originaires de l'industrie du jeu vidéo et du monde universitaire», nous a raconté Jess de Soft Chaos lors d'une entrevue de suivi. «Ces deux milieux sont connus pour leurs taux d'épuisement professionnel très élevés et leur mauvais traitement des travailleuse-s, et je pense que cela nous a incités à faire quelque chose de différent.»

L'exploitation constitue une expérience commune pour beaucoup de personnes qui ont travaillé dans l'industrie avant de rejoindre des coopératives.

L'aliénation, par le travail et les collègues, a été un facteur pour d'autres.

«Avant, soit je travaillais pour un studio et je ne possédais rien de ce que je produisais», explique Squinky, qui travaille maintenant avec Jess. «Ou bien je faisais tout moi-même et je possédais tout, mais je ne partageais pas ce que je faisais et je ne profitais pas des compétences des autres.»

La propriété des fruits du travail présente certains avantages, mais le contrôle de la gestion de ce travail peut en présenter bien d'autres.

Les coopératives peuvent être confrontées à ce qu'une personne interrogée a désigné comme étant de l'auto-exploitation. Mais l'exploitation peut également s'infiltrer dans les relations avec les employé-e-s non-membres ou les sous-traitant-e-s.

Victor de Bon Karma nous a dit que les «méthodes classiques de gestion hiérarchique» dans l'industrie du design peuvent créer des conditions de travail difficiles, en particulier pour les jeunes recrues.

«Nous venons remettre en question et donner du mouvement et de l'innovation dans ce secteur au niveau des heures travaillées, de la reconnaissance de ces

«Avant, soit je travaillais pour un studio et je ne possédais rien de ce que je produisais», explique Squinky, qui travaille maintenant avec Jess. «Ou bien je faisais tout moi-même et je possédais tout, mais je ne partageais pas ce que je faisais et je ne profitais pas des compétences des autres.»

heures travaillées, et de la façon nous travaillons ensemble.»

Fort de ses années d'expérience dans l'industrie de la restauration, Mansib de Marché Radish nous a raconté que le mythe selon lequel la technologie rendrait tout plus efficace est très répandu. Mais en réalité, le recours à des sous-traitant-e-s plutôt qu'à du personnel qualifié ralentit les délais de livraison et augmente les coûts, tout en créant des conditions propices aux abus.

«Chaque fois qu'il y a une erreur, comme lorsqu'il manque une partie du repas, ce qui arrive souvent, quelqu'un doit payer pour cela.»

Lorsque ces erreurs se produisent, le coût se transforme en subvention invisible pour la plateforme. «Soit le client paie, soit le chauffeur paie, soit le restaurant paie, mais il est rare que la plateforme paie.»

C'est par une politique proactive que Soft Chaos a cherché à répondre à la tentation de se laisser aller à des pratiques abusives. Les statuts de la coopérative stipulent que les travailleuse-s contractuel-le-s ne peuvent pas gagner moins que les membres. Et comme dans toute coopérative de travail, l'adhésion est offerte automatiquement après un certain nombre d'heures travaillées.

Pour Jess de Soft Chaos, les avantages de la propriété sont au cœur de ce qui fait l'attrait du modèle coopératif.

«Nous profitons tous et toutes de notre propre travail, et décidons des conditions dans lesquelles nous l'effectuons.»

Mathieu de SymbioTIC nous a expliqué que même si les travailleur·euse·s de la tech sont souvent bien rémunéré·e·s, l'épuisement professionnel peut quand même toucher les personnes les mieux payées.

«Lorsque tu développes un logiciel, si tu travailles sous pression, que tu livres un produit et que celui-ci est ensuite jeté à la poubelle parce que les priorités ont changé, cela peut être très démotivant.»

Bien que les membres des coopératives qui intègrent des valeurs sociales dans leurs

«Nous ne voulons pas facturer des sommes absurdes à nos client·e·s, c'est pourquoi cela dépend en grande partie de notre modèle d'affaires et de la manière dont nous maintenons les coûts à un faible niveau. Les salaires ne sont pas mauvais, mais ils ne sont juste pas ceux de la Silicon Valley»

activités doivent trouver un équilibre entre maintenir des services abordables pour leur clientèle et couvrir l'augmentation du coût de la vie, ils et elles gagnent tout de même correctement leur vie.

«Nous ne voulons pas facturer des sommes absurdes à nos client·e·s, c'est pourquoi cela dépend en grande partie de notre modèle d'affaires et de la manière dont nous maintenons les coûts à un faible niveau. Les salaires ne sont pas mauvais, mais ils ne sont juste pas ceux de la Silicon Valley», nous a expliqué Mathieu.

Il existe un potentiel de collaboration avec les organisations syndicales du secteur. Game Workers Unite, une organisation démocratique qui soutient la syndicalisation dans le secteur technologique, et que Soft Chaos cite comme un de leurs collaborateurs, a publié l'année dernière [une introduction aux coopératives de travail](#) sur son site internet. Sa conclusion est la suivante :

Durant les dernières années, de plus en plus de coopératives de travail sont apparues dans l'industrie du jeu vidéo au Québec, et bien d'autres sont en formation ! Certains des membres de ces studios sont également membres de GWU Montréal, et nous serions ravis de vous mettre sur la piste pour démarrer votre propre coop ou faire transitionner votre entreprise en coop de travail !



Soft Chaos

Comment décrire Soft Chaos sans invoquer un couteau suisse ? Numérique, design, jeux et ateliers éducatifs... Jess, Allison et Squinky apportent un peu de fantaisie à chaque projet. Leur objectif ? Stimuler l'empathie et nous rapprocher. Les trois inséparables ont lancé Soft Chaos en 2021, après plusieurs années de collaboration. Les travailleurs-membres de la coopérative ont précédemment travaillé pour l'UNICEF, Microsoft et le studio de jeux vidéo montréalais Ubisoft.

LA COOPÉRATION ENTRE LES COOPÉRATIVES

Le tissu même du mouvement coopératif est constitué d'alliances, de collaborations, d'amitiés et, oui, d'ententes commerciales entre coopératives. C'est en se saisissant du sixième [principe coopératif](#) que les coopératives technologiques survivent dans un secteur concurrentiel.

Voici quelques modes de coopération entre les coopératives du secteur des technologies de l'information à Montréal.

Soft Chaos, une coopérative spécialisée dans les jeux, le design et les ateliers éducatifs, se lance dans une collaboration avec Press Start Arcade Youth Co-op, un lieu dirigé par des jeunes à Pointe-Saint-Charles et qui offre une variété de jeux vidéo rétro et d'arcade. Press Start donne aux jeunes la possibilité d'acquérir des compétences et de changer les choses dans leur communauté. Les deux coopératives ont uni leurs forces autour d'une vision commune : utiliser la technologie à des fins émancipatrices et anti-oppressives. Elles prévoient d'emménager dans le même bâtiment, de partager des coûts et d'organiser des événements conjoints. Premier projet : des ateliers de création de jeux pour les jeunes.

Des portefeuilles de compétences complémentaires peuvent alimenter des relations

fructueuses. Bon Karma, une coopérative spécialisée dans le design graphique, ne peut pas répondre aux besoins de sa clientèle dans certains domaines de la communication. C'est pourquoi elle reçoit l'aide de Collaboration Spéciale, une coopérative de conseil en communication, pour ses vidéos, son marketing et sa stratégie numérique.

Bon Karma a également reçu le soutien de Percolab, une organisation qui présente de nombreuses caractéristiques des coopératives bien qu'elle n'en soit pas une, afin de se familiariser avec le management non hiérarchique.

Un défi central identifié par les membres des coopératives interrogé-e-s dans le cadre de ce rapport est le manque de familiarité du personnel et des autres entreprises avec les principes et les pratiques des coopératives. Même entre les coopératives, construire des partenariats nécessite du temps, des investissements financiers, des conversations franches sur les valeurs et de la confiance.

Si l'entraide est un élément crucial de l'intercoopération, l'attention et les ressources d'une fédération sont essentielles, surtout dans les premiers temps. Beaucoup ont reçu une formation et du mentorat de Réseau COOP, la fédération des coopératives gérées par les travailleuse-s du Québec.

Soft Chaos et Press Start, la salle d'arcade coopérative gérée par des jeunes, ont commencé une collaboration à long terme.



Les coopératives interrogées ont identifié cette forme de solidarité par le biais du mentorat comme un atout essentiel pour leur réussite collective. Le soutien mutuel informel est également très répandu. Les coopératives technologiques de Montréal ont fréquemment indiqué qu'elles partageaient leurs statuts, leurs conseils pour bien se lancer et leurs meilleures pratiques avec d'autres coopératives.

Collaborer sur des contrats ou des offres de services est une autre façon dont l'intercoopération pourrait renforcer les coopératives dans le secteur des technologies de l'information. Deux tiers des coopératives interrogées ont déclaré avoir déjà fait équipe avec d'autres, mais cette vision idéale des coopératives travaillant à l'unisson se heurte à de nombreux défis.

Les contrats de plusieurs millions de dollars et les appels d'offres publics sont souvent inaccessibles aux petites organisations. Quarante

pour cent des coopératives interrogées ont déclaré avoir répondu à des appels d'offres publics, et certaines ont exprimé leur intérêt pour la constitution d'équipes en vue d'obtenir des contrats plus importants.

Un membre de SymbioTIC, une coopérative spécialisée dans les systèmes de gestion de la relation de contacts, s'occupe de petits projets pour la ville de Montréal. Mais il s'agit de petits contrats qui ne nécessitent pas d'appel d'offres.

«Les entreprises très bien établies vont jouer les durs et nous n'avons pas assez d'avocats ou, je suppose, nous ne sommes pas très motivés pour nous engager sur ce front», nous a expliqué Mathieu Lutfy de SymbioTIC.

Marché Radish



Offrir une alternative montréalaise aux grandes plateformes de livraison de repas à la maison : c'est le défi de Radish, la coopérative qui vise à rendre le secteur plus équitable en rémunérant les restaurateurs et les livreurs à leur juste valeur. Les commandes express et les paniers hebdomadaires sont livrés aux quatre coins de l'île, à Laval et sur la Rive-Sud. Mais Radish, ce n'est pas seulement des aliments frais livrés à domicile. C'est aussi une équipe d'ingénieurs qui travaillent fort derrière leur écran pour répondre aux divers besoins des entreprises locales de son réseau.

Bon Karma

Imaginez une entreprise qui choisit ses clients au lieu d'être choisie. Réaliste ? Bon Karma le pense. La coopérative de graphisme fondée en 2020 renverse le rapport de force traditionnel pour ne travailler qu'avec des clients à impact positif alignés avec ses valeurs. Dans un secteur où les conditions ne sont pas toujours idéales, Bon Karma a su créer un espace pour une équipe passionnée et reposée.

bon
karma

LA COOPÉRATION AU-DELÀ DES COOPÉRATIVES

Le développement de logiciels libres et open source (FOSS en anglais) est fortement axé sur une philosophie de la coopération. L'un des [préceptes](#) qui anime les FOSS est que, dans l'ensemble, la coopération et la propriété commune donnent de meilleurs résultats que la propriété privée.

SymbioTIC est l'une des nombreuses entreprises et coopératives qui ont fondé leur modèle d'affaires sur la fourniture de services basés sur des logiciels libres, en l'occurrence CiviCRM, un système de gestion de la relation de contacts (GRC).

En vendant des services qui fonctionnent sur CiviCRM à une variété de clients, y compris des organisations à but non lucratif, des entreprises et des coopératives, tout en contribuant à la communauté CiviCRM, SymbioTIC agit comme un vecteur de coopération. Les ressources de centaines d'organisations sont mises en commun pour le bénéfice du groupe et de ses membres, d'une manière qui transcende le contrôle individuel du processus.



SymbioTIC est loin d'être la seule entreprise ou coopérative à avoir un modèle d'affaires basé sur des logiciels libres et open source. Et même si des organisations comme SymbioTIC ne promeuvent pas explicitement le modèle coopératif, chaque relation d'affaires ou participation à une communauté de codeurs et de codeuses accroîtra la visibilité du modèle coopératif dans le secteur.

Le niveau de collaboration entre les coopératives technologiques de Montréal est élevé. Cent pour cent de celles qui ont répondu à l'enquête ont déclaré avoir collaboré avec d'autres coopératives, 100% ont collaboré avec une ou plusieurs organisations à but non lucratif et deux tiers ont déclaré avoir collaboré avec des universités.

Certaines des personnes interrogées ont déclaré que la connaissance du modèle coopératif était souvent limitée au sein de la population active au sens large. Les collaborations existantes pourraient offrir des opportunités supplémentaires d'élargir les connaissances des futurs membres et collaborateurs des coopératives.

Orienter les gens vers les coopératives dès le début de leur carrière pourrait être utile à long terme. Quarante pour cent des personnes interrogées ont déclaré accepter des stagiaires, et nombre d'entre elles ont indiqué qu'elles étaient ouvertes à de nouvelles collaborations ou qu'elles en recherchaient.

Une piste potentiellement fructueuse consisterait à accroître la visibilité des coopératives dans les universités lors des salons de l'emploi et dans les salles de classe, ce qui contribuerait à démystifier le modèle pour celles et ceux qui entrent sur le marché du travail. Une personne interrogée a suggéré que la connaissance du modèle coopératif devrait être davantage présente dans les programmes des cégeps et des universités.

L'ACTION PUBLIQUE AU SERVICE DES COOPÉRATIVES

Les coopératives ont tendance à passer entre les mailles du filet des politiques gouvernementales. Certaines coopératives interrogées ont exprimé leur frustration quant à leur éligibilité à divers programmes de soutien tels que ceux du Conseil des arts du Canada, les crédits d'impôt pour les jeunes entreprises technologiques en démarrage et les crédits d'impôt pour la recherche et le développement.

Compte tenu de la marginalité relative du modèle coopératif, certains problèmes d'éligibilité pourraient être résolus par du lobbying supplémentaire au nom des fédérations coopératives, qui font un travail considérable pour s'assurer que les coopératives sont représentées dans tous les secteurs du vaste réseau de programmes gouvernementaux.

Une coopérative dit avoir rencontré des difficultés à cause de la Loi québécoise sur les coopératives de 1982. La Loi fédérale sur les coopératives de 1998, à l'inverse, offre plus de souplesse, permettant d'obtenir les montants élevés de financement requis pour les entreprises technologiques en phase de démarrage. La coopérative en question s'est enregistrée une seconde fois, mais au prix de milliers de dollars et de près d'un an de perdu.

Alors que le secteur des coopératives technologiques de Montréal se développe et mûrit, un domaine de l'action publique qui pourrait s'avérer de plus en plus prometteur est celui de l'approvisionnement. Aux États-Unis et ailleurs, plusieurs villes (dont Cleveland en Ohio, Richmond en Virginie et Rochester dans l'État de New York) ont financé des coopératives de travail qui ont pu soumissionner à des appels d'offres auprès de services municipaux et d'institutions d'ancrage, comme des universités et des hôpitaux.



Les coopératives Evergreen de Cleveland fournissent des services d'alimentation, de buanderie et d'électricité à des entités importantes telles que les hôpitaux et les universités. Les coopératives montréalaises pourraient-elles répondre à une plus grande partie des besoins TI de la ville ?

D'autres villes (Oakland et Richmond dans la région de la baie de San Francisco) font délibérément pencher la balance en faveur des coopératives. D'autres encore (Austin au Texas, Madison au Wisconsin, Minneapolis au Minnesota, et New York) ont cherché à aider davantage leur écosystème coopératif.

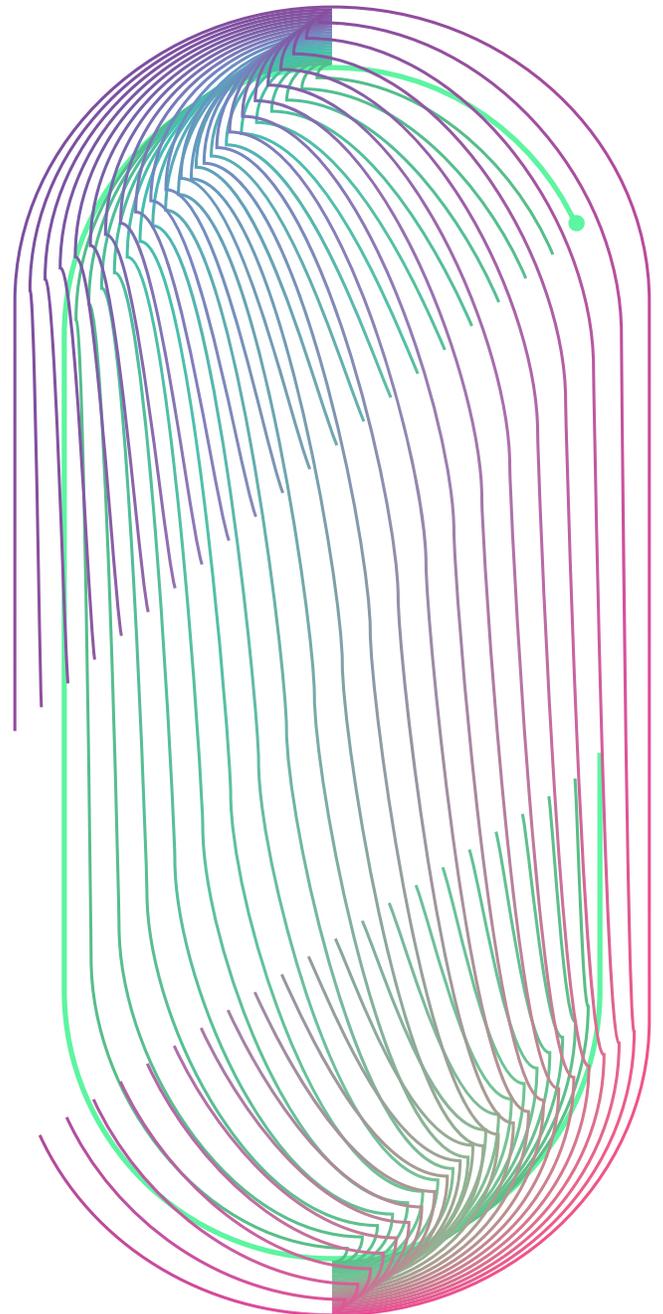
Les coopératives ont des possibilités de soutien et de financement à tous les niveaux de gouvernement au Québec, mais les politiques d'approvisionnement et le financement ciblé pourraient ouvrir de nouvelles voies pour que les salarié-e-s prennent possession de leur entreprise à Montréal. Pour les municipalités, et même les provinces, cela pourrait signifier qu'une plus grande partie de leur argent resterait dans la région : les salaires seraient dépensés localement, en impôts et en services, au lieu de servir de profits envoyés à l'étranger.

VISIBILITÉ ET AUTONOMISATION DES COOPÉRATIVES TECHNOLOGIQUES

Pendant que l'influence de la technologie s'accroît sur nos vies quotidiennes, culturelles, intellectuelles, intimes et politiques, les coopératives technologiques se développent également. Et puisque le renouvellement des générations coïncide avec le changement climatique et l'augmentation des inégalités, les coopératives représentent un moyen d'améliorer les choses sur tous les plans et pour tout le monde : pour des systèmes humains et écologiques sains, pour les communautés et les individus.

Les coopératives technologiques de Montréal sont déjà très bien connectées les unes aux autres. Des efforts d'organisation supplémentaires pourraient renforcer les coopératives existantes par le biais d'un soutien mutuel, et soutenir l'émergence de nouvelles coopératives via le développement communautaire, plus de formations et de la défense des intérêts au niveau politique.

Plus les coopératives technologiques se connaîtront mutuellement et seront visibles de leurs allié.e.s potentiel.le-s, mieux nous serons équipé.e-s pour construire des alternatives au secteur technologique capitaliste, également connu sous le nom de Big Tech.



**GETTING
OUR TECH
TOGETHER**



**SOLIDARITY ECONOMY INCUBATION
FOR ZERO EMISSIONS**

<http://solidarityeconomy.ca>

info@solidarityeconomy.ca